



HAL
open science

L'invasion de l'Ukraine, une guerre néo-impériale trente ans après l'effondrement de l'URSS

Anne de Tinguy

► **To cite this version:**

Anne de Tinguy. L'invasion de l'Ukraine, une guerre néo-impériale trente ans après l'effondrement de l'URSS. Les Études du CERI, 2023, Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2022, 266-267, pp.4-11. 10.25647/etudesduceri.266-267.01 . hal-04088010

HAL Id: hal-04088010

<https://hal.science/hal-04088010>

Submitted on 4 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'invasion de l'Ukraine, une guerre néo-impériale trente ans après l'effondrement de l'URSS

Anne de Tinguy

Trois décennies après l'effondrement de l'URSS qui semblait signer la fin d'un empire russo-soviétique séculaire, la décision de la Russie d'envahir son voisin ukrainien qui ne la menaçait pas témoigne de son incapacité à sortir d'une vision impériale du monde. Cette guerre tragique et déstabilisatrice, qui a fracturé l'espace postsoviétique, est un point de bascule.

La guerre et ses effets : violences, résistances et mobilisations

Ce que Vladimir Poutine a appelé une « opération militaire spéciale » est une guerre d'agression, la première en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale à être de haute intensité et explicitement marquée par le facteur nucléaire. C'est un conflit dévastateur dont le bilan humain est très lourd : pertes humaines estimées de part et d'autre à plusieurs dizaines de milliers, migration interne et départ à l'étranger de millions de réfugiés ukrainiens, déplacement forcé de populations, politique de terreur et crimes de guerre, annexion de quatre régions.

Pourquoi une telle tragédie ? Si l'on en croit le Kremlin, la guerre qu'il a déclenchée le 24 février est défensive : la Russie, a affirmé Vladimir Poutine, était confrontée à une « menace majeure et sérieuse », émanant à la fois des Etats-Unis animés par un « projet anti-russe » et d'une Ukraine hostile, « vassalisée » par les Américains. Cet argumentaire a été d'emblée rejeté par les responsables occidentaux qui ont dénoncé « une agression militaire non provoquée, injustifiée », « préméditée et injustifiable ». L'offensive russe s'inscrit dans une politique révisionniste et néo-impériale fondée sur la négation de l'identité ukrainienne, de la légitimité et de la souveraineté de l'Etat ukrainien. Ce que veut le Kremlin, c'est reprendre le contrôle de ce pays qui a été le plus beau fleuron de l'empire russe, bloquer son intégration dans la communauté euroatlantique, empêcher l'émergence dans l'espace postsoviétique d'un modèle sociopolitique qui concurrencerait celui de la Russie. C'est aussi une redéfinition de l'architecture de sécurité européenne.

Dix mois après le début du conflit, si l'issue en est encore imprévisible, une défaite russe fait partie des scénarios envisagés¹. Moscou avait misé sur un effondrement rapide de l'armée et du pouvoir ukrainiens. Non seulement la guerre éclair n'a pas eu lieu, mais les troupes russes ont subi à plusieurs reprises de graves revers qui les ont contraintes à reculer : la part du territoire ukrainien occupé est passée de 25 % en mars à 16 % en décembre.

¹ Liana Fix, Michael Kimmage « Putin's last stand. The promise and peril of Russian defeat », *Foreign Affairs*, janvier-février 2023, pp. 8-21 ; Alexander Motyl « It's time to prepare for Russia's collapse », *Foreign Policy*, 7 janvier 2023.

Leurs piètres performances s'expliquent à la fois par la résistance ukrainienne, par les nombreuses erreurs faites par Moscou et par leurs défaillances. Le Kremlin ne semble ni avoir défini de stratégie pour une guerre autre qu'éclair, ni avoir anticipé la question, cruciale, des effectifs, ni avoir pris la mesure de la gravité des problèmes logistiques et structurels auxquels ses forces allaient être confrontées.

Peu motivées, mal préparées et mal équipées, ses troupes ont trouvé en face d'elles une nation en armes déterminée à défendre son territoire et son indépendance. La résistance ukrainienne s'explique par les forces morales et la vitalité de la société : depuis leur indépendance, les Ukrainiens ont appris à se mobiliser pour pallier les carences de l'Etat ; depuis 2014, ils se sont préparés à une aggravation du conflit. Elle a aussi pour moteur le profond ressentiment engendré par une historiographie russe qui rabaisse leur pays au rang de « Petite Russie » et par le narratif injurieux et déconnecté de la réalité véhiculé par le Kremlin sur la nécessité de les « libérer » d'un pouvoir « nazi ». Elle est en outre encouragée par le soutien occidental. Analysant l'agression russe comme une menace directe à la sécurité européenne, comme une attaque des valeurs occidentales et des principes qui fondent le système international (respect des frontières et de l'intégrité territoriale des Etats)², les Etats-Unis, les autres Etats du G7 et l'Union européenne ont apporté à la défense de l'Ukraine un soutien militaire, financier et humanitaire immédiat et massif qui a gagné au fil du temps en quantité et en qualité. Ils ont parallèlement soumis la Russie à un régime de sanctions sans précédent, destiné à diminuer sa capacité à financer et à supporter la guerre.

A l'issue de l'année 2022, celle-ci semble devoir durer. Les dirigeants ukrainiens ont posé comme préalable à toute négociation le retrait des forces russes du territoire ukrainien et le retour aux frontières de 1991³. En Russie, où les pressions en faveur de la paix sont restées limitées⁴, le Kremlin exige la reconnaissance des annexions de 2014 (Crimée) et de 2022, maintient son objectif de « démilitarisation et de dénazification » de l'Ukraine et rejette la responsabilité du conflit sur les Occidentaux⁵. Pariant sur une lassitude de ces derniers, il joue la durée.

² Voir par exemple Lloyd Austin, « Why Ukraine matters », Remarks at the Halifax International Security Forum, Canada, 19 novembre 2022 (l'auteur est secrétaire à la Défense des Etats Unis), https://lstu.fr/FKfz_5YR ; et Tanisha Fazal « The return of conquest ? Why the future of global order hinges on Ukraine », *Foreign Affairs*, mai-juin 2022.

³ Voir le plan de paix en dix points présenté par le président Zelensky lors du sommet du G20 à Bali le 15 novembre 2022, <https://lstu.fr/TPROT4>

⁴ Sur cette question, voir Tatiana Stanovaya « Russia's missing peacemakers », *Foreign Affairs*, 18 novembre 2022 ; sur la conviction d'une victoire russe, voir Veniamin Popov « Planirovanie boudouchtchego », RSMD, 14 novembre 2022.

⁵ Voir notamment la conférence de presse de Vladimir Poutine du 22 décembre 2022 et son adresse du 31 décembre ; et l'interview de Sergueï Lavrov à l'agence Tass le 27 décembre 2022.

L'onde de choc de la guerre dans l'espace postsoviétique

La guerre a des répercussions immenses et multiformes dans tout l'espace postsoviétique. Son coût économique est très élevé. Ravagée par les bombardements et les combats, l'Ukraine doit faire face à une chute de son PIB estimée pour 2022 entre 30 et 35 % ; la Russie, à une récession (-3 %) qui se répercute sur les économies de ses partenaires. Dans les autres Etats, en particulier dans ceux qui dépendent des transferts financiers des travailleurs migrants et dans ceux qui voient affluer sur leur sol réfugiés ukrainiens et ressortissants russes en désaccord avec la guerre ou fuyant la mobilisation du 21 septembre, l'offensive russe a provoqué désordres économiques et pressions sociales. Ces tensions accentuent les tendances centrifuges auxquelles l'agression russe a donné une nouvelle impulsion. Le résultat est une fragmentation accrue de cet espace dont l'ampleur est résumée dans les votes à l'Assemblée générale des Nations unies. Le Bélarus est le seul des onze Etats de la région à s'être opposé à l'adoption le 2 mars de la résolution qui condamne « la violation des frontières et de l'intégrité d'un Etat membre ». L'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie ont voté pour. L'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan se sont abstenus. L'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan n'ont pas pris part au vote. Lors de la condamnation le 12 octobre des « annexions illégales » des quatre régions ukrainiennes, les votes ont été les mêmes, à l'exception de celui de l'Ouzbékistan, qui s'est abstenu.

Entre les deux belligérants, la rupture est consommée. L'invasion a conforté le sentiment national ukrainien et accéléré « le rejet de la Russie et de ce que les deux pays ont pu avoir en commun ». La politique russe, souligne Anna Colin-Lebedev, est désormais lue comme « une volonté continue (et séculaire) de Moscou de faire disparaître la nation ukrainienne »⁶. La rupture est d'autant plus forte que les Ukrainiens ont ressenti de terribles chocs lorsqu'ils ont constaté qu'après avoir soutenu l'annexion de la Crimée, la population russe approuvait apparemment largement l'invasion de leur pays, et découvert les exactions commises sur leur sol par les forces russes. La Moldavie, et dans une moindre mesure la Géorgie, se sont rangées à leurs côtés. La première a montré une solidarité qui s'est entre autres traduite par l'accueil de très nombreux réfugiés ukrainiens. Si le soutien du gouvernement géorgien, souvent soupçonné de chercher à ménager la Russie, a parfois été ambigu, celui de la population, très marquée par la guerre qui en 2008 a opposé la Géorgie à la Russie et par la perte de deux de ses territoires (l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud), est très fort.

Base arrière de l'agression russe, le Bélarus, qui a reconnu en juillet l'annexion de la Crimée, est le grand soutien de la Russie. Le 24 février, c'est à partir de son territoire que les forces russes ont attaqué l'Ukraine. Par la suite, Minsk leur a apporté une assistance multiforme, les autorisant à utiliser les infrastructures bélarusses et à effectuer des frappes aériennes à partir de son sol, leur livrant des munitions et divers équipements militaires, soignant des blessés, réparant des matériels endommagés, etc. Au fil du temps, le rapprochement entre les deux Etats s'est accentué. Le président Loukachenko s'est jusqu'ici

⁶ Voir le chapitre d'Anna Colin-Lebedev dans ce volume et *Jamais frères ? Ukraine et Russie : une tragédie postsoviétique*, Paris, Le Seuil, 2022.

Carte 1 L'Eurasie



refusé à accepter que son pays s'implique directement dans le conflit, mais, dépendant du Kremlin à qui il doit son maintien au pouvoir depuis les élections frauduleuses de 2020, il a une marge de manœuvre limitée.

Les autres Etats de l'ex-URSS se situent entre les deux belligérants. Choqués par la brutalité de la Russie, mais se sachant vulnérables à des degrés divers, ils tentent de ménager les deux parties. Les Etats d'Asie centrale n'ont pas condamné l'agression et quatre d'entre eux (le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan) ont voté le 7 avril contre la suspension de la Russie du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le Turkménistan ne prenant pas part au vote⁷. Pour autant non seulement ils n'ont pas soutenu Moscou, mais ils ont clairement manifesté leur méfiance. Leurs votes à l'ONU le 2 mars et le 12 octobre, les appels de plusieurs d'entre eux au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, l'envoi à Kiev d'aide humanitaire, les vives réactions de leurs gouvernements aux pressions exercées sur les migrants centrasiatiques présents sur le territoire russe pour qu'ils s'engagent dans la guerre en Ukraine, sont révélateurs de leurs inquiétudes et de leur volonté de prendre désormais davantage de distances avec la Russie. L'attitude du Kazakhstan, que la présence sur son sol de fortes minorités russes rend pourtant vulnérable, le confirme. Astana n'a reconnu ni l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ni l'annexion de la Crimée, et il cherche depuis longtemps à limiter le poids de son voisin russe en menant une active politique

⁷ Voir les cartes 5,6,7,8 dans ce volume.

multivectorielle. Les événements de janvier 2022 auraient pu l'amener à infléchir sa politique. Confronté à des émeutes qui avaient éclaté dans tout le pays, le président Tokaev avait fait appel à l'Organisation du traité de sécurité collective. Grâce à la force multinationale (majoritairement russe) que l'OTSC avait envoyée sur place, il était parvenu en quelques jours à reprendre le contrôle de la situation. Cet engagement suggérait qu'en retour, il serait amené à se ranger aux côtés de Moscou dans l'affaire ukrainienne. Ce n'est pas ce qu'il a fait, nous venons de le voir⁸.

L'Arménie, pourtant traditionnellement proche de la Russie, s'en est elle aussi démarquée. Alors qu'elle l'avait soutenue en 2014 lors du vote aux Nations unies sur l'annexion de la Crimée, elle s'est abstenue lors des votes des 2 mars et 12 octobre et n'a pas pris part à celui du 7 avril. Cette réserve est clairement liée à la rancœur qu'elle éprouve à l'égard de son alliée et de l'OTSC, accusées de ne l'avoir soutenue ni en 2020 lors de la guerre qui l'a une fois de plus opposée à l'Azerbaïdjan et s'est soldée par une terrible défaite militaire, ni en septembre 2022 lorsque Bakou a relancé les hostilités, puis bloqué le corridor de Latchine qui relie le Karabakh à l'Arménie. Du nouveau refus d'intervenir de l'OTSC, Erevan a conclu que Moscou était désormais un partenaire dangereusement peu fiable.

Pour l'Azerbaïdjan, la guerre est synonyme d'opportunités : en l'absence de la Russie, retenue en Ukraine, elle améliore sa marge de manœuvre face à l'Arménie et lui permet de renforcer la coopération, notamment dans le domaine de l'énergie, avec l'UE (accord du 18 juillet). Mais, comme d'autres capitales de la région, Bakou redoute à la fois une confrontation avec le Kremlin qui n'irait pas dans le sens de ses intérêts, ce qui l'amène à le ménager, et un scénario qui laisserait impunie la violation par la Russie des grands principes internationaux, ce qui le conduit à soutenir l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

La guerre, on le voit, a accéléré les fractures, les oppositions et les tensions au sein de l'espace postsoviétique. Elle a aussi donné une nouvelle impulsion au recul des positions de l'ancienne puissance tutélaire. Empêtrée dans le conflit, la Russie n'apparaît notamment plus comme le garant de la sécurité de la région. Sa brutalité a accentué la méfiance de ses partenaires à son égard. Sa légitimité et sa crédibilité ont été entamées par la violation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et par ses piètres performances sur le terrain militaire. Celles de l'OTSC, son levier d'influence dans la région, sont elles aussi mises en cause. Les affrontements meurtriers qui ont éclaté en septembre entre le Kirghizstan et le Tadjikistan, les plus graves que ces deux pays ont connus depuis 1991, ainsi que les critiques essuyées par la Russie lors du sommet de l'OTSC le 24 novembre à Erevan, confirment l'érosion du crédit de l'une et de l'autre.

⁸ Kassym-Jomart Tokayev, « Turbulence across Eurasia will not slow Kazakhstan's progress », *The National Interest*, 4 avril 2022, <https://nationalinterest.org/feature/turbulence-across-eurasia-will-not-slow-kazakhstan%E2%80%99s-progress-201591>

Un changement d'époque

A l'issue de 2022, si la guerre continue d'être synonyme d'incertitudes, il est manifeste qu'elle a précipité un changement d'époque dont on peut déjà cerner certains contours : l'Europe est à nouveau divisée, mais l'espace postsoviétique étant fracturé, elle se restructure selon des lignes très différentes et beaucoup moins favorables à la Russie que celles qui prévalaient du temps de la guerre froide.

L'Ukraine est confrontée à d'immenses défis : elle doit retrouver la paix, assurer sa future sécurité, redresser son économie et mener à bien le gigantesque chantier de la reconstruction tout en progressant sur la voie de nécessaires réformes. Sa situation n'est cependant plus celle d'avant le 24 février 2022 : elle est devenue un grand pays respecté, doté d'une armée moderne, dont la résistance a forcé l'admiration et dont l'ancrage à la communauté euroatlantique, déjà bien amorcé avant le 24 février, a été accéléré par la guerre. Le 24 juin, l'UE lui a accordé le statut de pays candidat à l'Union⁹, un signal fort de son engagement à ses côtés. Et son entrée dans l'OTAN, tant redoutée par la Russie, se pose à nouveau¹⁰. La guerre a aussi conforté l'ancrage à l'Union européenne de la Moldavie, à laquelle Bruxelles a également accordé le statut d'Etat candidat, la Géorgie restant pour le moment liée à l'Union par l'accord d'association signé en 2014. Cette nouvelle donne ukraïno-moldave modifie fondamentalement le rapport entre l'espace postsoviétique et l'UE, qui prévoit d'une part de continuer à s'élargir, et d'autre part de créer une « communauté politique européenne », destinée à « répondre aux questions d'intérêt commun » et « à renforcer la sécurité, la stabilité et la prospérité du continent européen »¹¹. La Russie ne fait pas partie de cette Europe. L'invasion du 24 février a en effet signé la rupture de ses liens avec ce que Vladimir Poutine appelle « l'Occident collectif », ce qui constitue un tournant historique dans son rapport au monde extérieur. Elle a achevé de faire voler en éclats l'idée de valeurs communes et a bouleversé la notion d'intérêts communs. La fin de l'interdépendance de la Russie et de l'UE dans le domaine des hydrocarbures, vieille de plusieurs décennies, est une des décisions les plus spectaculaires qui en témoignent.

Le Kremlin ambitionnait de diviser les Occidentaux et de les contraindre à accepter une refondation des équilibres stratégiques qui déboucherait sur un recul des positions de l'Alliance atlantique. Fin 2022, il n'y est pas parvenu. La brutalité de la Russie, désormais considérée en Europe et aux Etats-Unis comme une sérieuse menace pour le système international¹², a poussé les Européens à se rassembler et renforcé les liens transatlantiques. Les sanctions adoptées l'ont été à l'unanimité des vingt-sept Etats membres de l'UE, en coordination avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Les livraisons d'armes à l'Ukraine

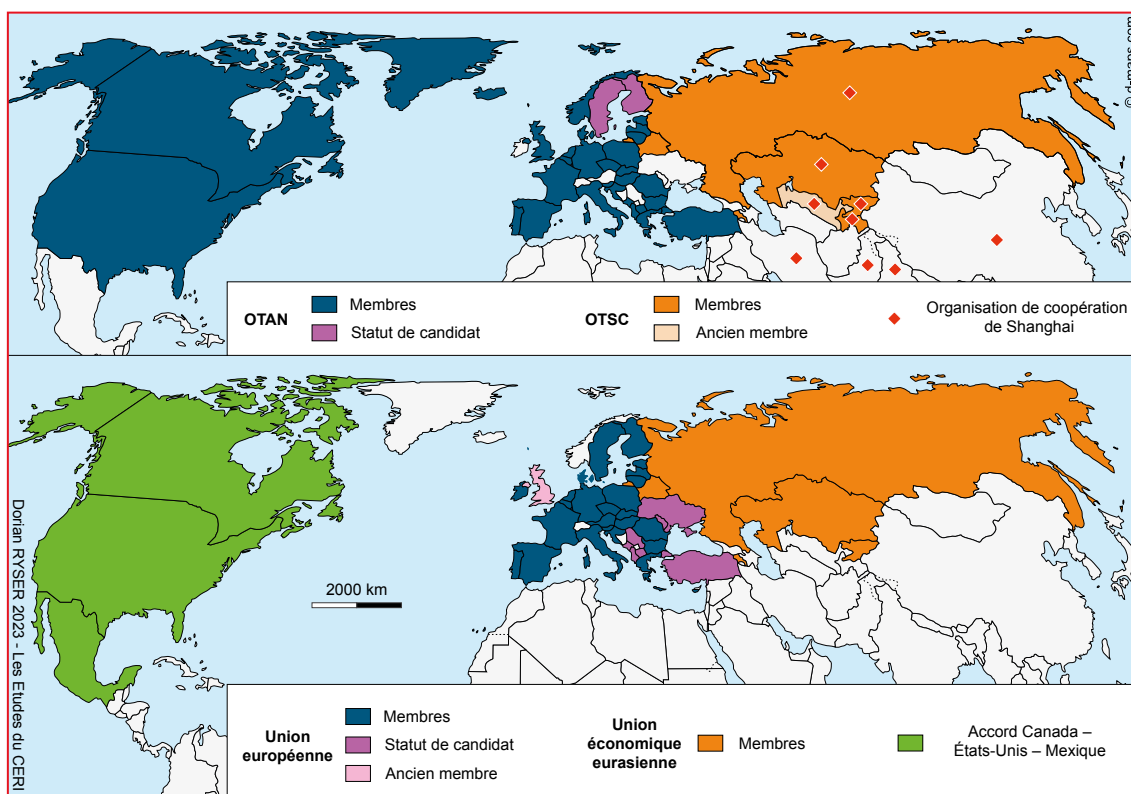
⁹ Mykhailo Minakov, « Ukraine, EU member candidate », *Focus Ukraine*, Kennan Institute, Wilson Center, 28 juin 2022, <https://www.wilsoncenter.org/blog-post/ukraine-eu-member-candidate>

¹⁰ Henry Kissinger « How to avoid another world war », *The Spectator*, 17 décembre 2022, <https://www.spectator.co.uk/article/the-push-for-peace/>

¹¹ Conseil européen, 24 juin 2022.

¹² Voir par exemple la Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis publiée le 12 octobre 2022.

Carte 2
Organisations internationales régionales, décembre 2022



se sont faites dans la concertation. L’agression russe a par ailleurs bouleversé les politiques sécuritaires de ces Etats. Elle a encouragé les Etats européens à augmenter leurs budgets de défense – ce qui représente dans le cas de l’Allemagne un tournant historique –, amené le Danemark à décider de participer à la politique de sécurité et de défense de l’UE, donné à l’OTAN une nouvelle raison d’être, conduit la Suède et la Finlande, neutres depuis des décennies, à demander à y adhérer, et amené l’Alliance à renforcer son flanc Est. Le chantier de l’architecture de sécurité européenne est loin d’être achevé. Mais à ce jour, les positions de négociation de l’Ukraine et des Etats membres de l’UE et de l’OTAN sont en train de se renforcer, celles de la Russie de s’affaiblir. L’agression russe a eu, on le voit, l’effet inverse de celui recherché par Vladimir Poutine.

L’affaiblissement de la Russie et la volonté des pays de son ancien empire de conforter leurs partenariats extérieurs pour limiter son poids dans la zone ouvrent par ailleurs de nouvelles perspectives à ses concurrents, au premier rang desquels figurent la Chine et la Turquie, déjà bien implantées dans cet espace. La Chine apporte à la Russie un soutien qui n’est pas sans réserves et qui accroît la dépendance de celle-ci à son égard, mais qui est essentiel à la fois pour elle dans le contexte de sa rivalité stratégique avec les Etats-Unis et pour le Kremlin. Parallèlement, elle continue à développer ses positions dans la région, en particulier en Asie centrale où elle s’investit dans les secteurs économiques et commerciaux, mais aussi désormais sécuritaires. Les relations étroites que la Turquie

entretient avec la Russie ne l'empêchent pas de développer avec l'Ukraine un dialogue qui lui permet de s'affirmer comme médiatrice entre les deux belligérants (accord sur les céréales en juillet) et de conforter les liens qu'elle a depuis longtemps noués avec l'Azerbaïdjan et les pays d'Asie centrale.

Au lieu de permettre à la Russie de renforcer sa sphère d'influence, la guerre accélère la désintégration de son ancien empire. Et elle précipite la mutation du rapport des Etats de la région à leur environnement extérieur dans des conditions d'autant moins favorables à la Russie que celle-ci risque de sortir de ce conflit durablement affaiblie et déstabilisée¹³.

¹³ Anne de Tinguy, *Le Géant empêtré. La Russie et le monde de la fin de la guerre froide à l'invasion de l'Ukraine*, Paris, Perrin, 2022 ; et Igor Gran, *Z comme zombie*, Paris, P.O.L., 2022.

Pour citer ce chapitre : Anne de Tinguy, « L'invasion de l'Ukraine, une guerre néo-impériale trente ans après l'effondrement de l'URSS », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2022/Les Etudes du CERI*, n° 266-267, février 2022 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].